

MORT DE SAMUEL PATY UN AN APRÈS

Le Parisien L'ÉDITO JEAN-MICHEL SALVATOR

La vérité crue

Le choc fut si violent, la sidération si intense, la tristesse si aiguë parmi les enseignants que les syndicats avaient demandé, le lendemain de l'assassinat de Samuel Paty, des directives nationales à Jean-Michel Blanquer sur ce qu'il convenait de dire aux élèves pour défendre la laïcité et les « valeurs de la République... »

Ils sont tous les héritiers de Samuel Paty

La nation rend hommage aujourd'hui à l'enseignant décapité par un terroriste. Douze mois plus tard, la profession reste profondément marquée par cet acte barbare.



Le 16 octobre 2020 à Confians-Sainte-Honorine (Yvelines), THOMAS POUPEAU ET BÉRANGÈRE LEPEPIT

Samuel Paty se faisait tuer par un terroriste islamiste tout près du collège où il enseignait, pour avoir montré des caricatures de Mahomet lors d'un cours sur la liberté d'expression.

ENSEIGNER, c'est ce que c'est. Il y a un an, Samuel Paty, enseignant en histoire-géographie au collège du Bois-d'Aulne, à Confians-Sainte-Honorine (Yvelines), était décapité par un terroriste islamiste. Le professeur avait, quelques jours plus tôt, montré des caricatures du prophète Mahomet lors d'un cours d'enseignement moral et civique (EMC).

Aujourd'hui, un hommage lui est rendu dans tous les établissements scolaires : minute de silence, échange avec les élèves ou séquence « au long » sur le rôle d'un enseignant. Demain, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, se rendra au collège de Confians-Sainte-Honorine.

dévoiler au ministère une plaque au nom du professeur assassiné et d'inaugurer un square en hommage à sa personne devant la Sorbonne, tandis qu'Emmanuel Macron et Jean Castex recevront sa famille. Voilà pour les honneurs de la nation.

Des demandes de protection Dans les salles de classe, c'est une autre histoire. « Entonner la Marseillaise, pour quoi pas ? Mais je préfère continuer le travail de Samuel Paty : faire cours sans trembler, utiliser des caricatures quand cela est nécessaire. En somme, continuer à être professeur », résume Paul, qui enseigne l'histoire-géo dans l'Oise. « Le meilleur hommage, c'est de poursuivre nos cours comme avant, même si on n'a pas digéré son assassinat. Il y a une forme d'héritage », abonde Christine Guimondet, secrétaire générale de l'Association des professeurs d'histoire-géo (APHG).

« Depuis mes débuts, j'utilise des caricatures en classe : guerres mondiales, V République, religions... C'est au menu des programmes officiels, rappelle Hélène, enseignante à Secaux (Hautes-de-Seine). Un an après, je n'ai pas changé mes pratiques... »

Continuer, sans autocensure. Sans peur ? Pas si simple. « Il y aura un avant et un après. Pour nous, les profs, c'est l'équivalent du 11 Septembre. Nous savons qu'il faut être sans concession ni faiblesse dans nos méthodes, mais certains sont traumatisés et changent leur manière d'enseigner », déplore Bruno Modica, porte-parole de l'Association des professeurs d'histoire-géographiques des Clonantes.



Confians Sainte-Honorine (Yvelines), le 17 octobre 2020. Enseigner, sans trembler ni s'interdire l'emploi de caricatures ? Un an après, rien n'est simple.

l'association des professeurs d'histoire-géographie Les Clonantes. « Un parent qui pète un câble parce qu'on a parlé éducation sexuelle, un élève radicalisé... Ça trotte davantage dans certaines têtes depuis un an, même si ce n'est pas nouveau », confirme encore Paul. « Le drame m'a fait comprendre qu'on exerce un métier à risque », abonde Hélène.

Un sentiment d'abandon Preuve d'une certaine angoisse, « il y a des demandes de protection fonctionnelle (des mesures dues par l'administration à tout agent victime d'une infraction dans l'exercice de ses fonctions ou en raison de celles-ci) qui remontent, sans qu'on ait les chiffres », précise Sophie Venétiay, secrétaire générale du syndicat d'enseignants Snes-FSU. « Le ministère n'en donne pas, indiquant juste qu'il y en a assez », abonde Hélène. Samuel Paty est en tout cas en train de devenir un symbole. Une douzaine d'établissements, salles, CDI ou foyers, vont être (re)baptisés de son nom. Pourtant, « au-delà des commémorations, pas sûr que ce drame change la face de l'école », juge Claude Lelievre, historien de l'éducation, éprouvant d'autant plus qu'il servait le prof de sport. Raté ! il enseigne l'histoire-géographie. Un défi dont le ministère fait l'amère expérience : lancée en grande pompe la rentrée, sa campagne d'affichage censée promouvoir le respect des religions est bouclée par les provinciaux.

En classe, « la solution est ailleurs », estime David, enseignant à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). « Il n'y a pas assez d'heures d'EMC, déplore-t-il. Je n'ai mes élèves qu'une heure tous les quinze jours ! » Pour Sophie Venétiay, l'administration « doit être systématiquement au soutien des profs inquiétés ».

Car, dans le cas de Samuel Paty, sa hiérarchie est accusée de ne pas l'avoir épaulé quand un père d'élève et un militant islamiste ont jeté son nom en pâture sur les réseaux sociaux, quelques jours avant qu'il ne soit tué. « La peur au ventre des enseignants, c'est surtout celle d'une administration qui minimise quand on est pris à partie », confirme Christine Guimondet.

Pour nous, les profs, c'est l'équivalent du 11 Septembre. Bruno Modica, porte-parole de l'Association des professeurs d'histoire-géographiques des Clonantes.



ZOOM | Ces profs qui s'autocensurent

« JE FAIS 1,90 M, je pèse 110 kg et je fais de la boxe. Ado, j'étais très bagarreur et ma compagnie vous dirait qu'il ne faut toujours pas trop chercher. Mais je ne suis pas suicidaire non plus ! » Pierre (le prénom a été changé), 39 ans, est un sacré gabarit. Dans la cour du collège de Seine-et-Marne où il travaille, on l'a parfois pris pour le prof de sport. Raté ! il enseigne l'histoire-géographie. Mais depuis un an et l'assassinat de Samuel Paty, il est sur ses gardes.

« Au retour des vacances de la Toussaint, j'ai arrêté tout net certaines pratiques en classe, à commencer par montrer des caricatures du prophète Mahomet ou de n'importe quelle religion. En cours d'éducation morale et civique, j'avais toujours été présenté les dessins satiriques du Danois Kurt Westergaard (réprouvés par 'Charlie Hebdo' avant l'attentat qui a entraîné le journal en 2015), raconte-t-il. C'était un moyen facile de parler de liberté d'expression à mes élèves, ancrer le sujet dans une actualité qui lis avait peut-être vue à la télé. Mais c'est fini depuis un an. Demain pour mes élèves... »

Il n'est pas le seul. Selon un sondage réalisé en janvier par l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et « Charlie Hebdo », près d'un enseignant sur deux dit s'autocensurer en classe, dans son enseignement autour des questions religieuses. Ce même sondage indique pourtant, de manière ambivalente, que 75 % d'entre eux soutiennent la décision de Samuel Paty d'utiliser des caricatures lors des cours sur la liberté d'expression.

« Climat de peur »

Après l'attentat, Pierre a entendu d'une oreille différente les « murmures » dans sa classe au moment où il montrait les dessins, tout comme Sophie, professeure d'histoire-géographie, membre de l'association des Clonantes, qui décrit, dans son collège de banlieue en Rhône-Alpes, des regards entendus, des chuintements, tout un tas de petits signes insidieux qui génèrent un climat, une défiance », raconte la quadragénaire, très critique sur l'Éducation nationale.

Notre hiérarchie nous demande d'objectiver les faits, de faire des rapports, mais comment voulez-vous décrire ce climat qui finit par faire peur ? » interroge celle qui lis avait peut-être vue à la télé. Mais c'est fini depuis un an. Demain pour mes élèves... »

Certains de mes collègues rassent les murs. Ils débient leur cours en mode automatique, que l'éducateur ne font pas de vagues. Une fois, Pierre a cru entendre une menace alors qu'il se servait d'une caricature. « Vous ne devriez pas nous montrer ça, m'a dit un élève. Sur le coup, je lui rabroué », rapporte-t-il. Depuis, il a changé. « Je parle toujours de religion, mais j'écourte les débats », résume-t-il. Une fois, en salle des profs, il s'est vu reprocher son « zèle » par un collègue. « Je lui ai répondu que je préférerais être zélé, mais en vie. »

BL. ET TP. \* Le prénom a été changé.



Châteauroux (Indre), mardi. « Le sujet des caricatures religieuses revient de plus en plus dans les bouches de mes élèves, indique Bérangère Delhomme. Mais, contrairement aux a priori, pas chez les musulmans. »

TÉMOIGNAGE | « Les dessins satiriques, je les utiliserai toujours »

BÉRANGÈRE DELHOMME, ENSEIGNANTE-DOCUMENTALISTE AU POINCONNET (INDRE)

« ON NE VA PAS se mentir. Désormais, quand vous montrez des caricatures religieuses — qu'il s'agisse de Mahomet ou pas ! — vous aurez systématiquement un élève qui va taper, dire sa désapprobation, sa surprise. Ce n'est pas anodin. » Des caricatures, Bérangère Delhomme en a tiré. Quelle à questionner, provoquer, agacer. Et ce n'est pas fini ! à quelques heures de commémorer l'attentat qui a coûté la vie à Samuel Paty, cette prof documentaliste du collège du Poinconnet (Indre) le martèle : « Les dessins satiriques, y compris religieux, je les utilise encore avec mes élèves, je les utiliserai toujours ! »

En novembre, elle emmènera ses ouailles à Papiers d'actu, salon dédié à la caricature et au dessin de presse. « J'y emmène les élèves depuis de nombreuses années », assume-t-elle. Parfois, ce sont même les dessinateurs qui interviennent dans son établissement. « Qui mieux que l'auteur lui-même peut expliquer le sens de son message ? », interroge-t-elle, rappelant que « la caricature sert à faire réagir, à provoquer, sur des questions sociales, religieuses ou politiques qui sont au programme des collègues et des vécus. »

« Il ne faut pas que son sacrifice ait été inutile » Un an après l'assassinat de son collègue, Bérangère Delhomme estime que sa démarche a — en cours de sens qu'avant — « Je n'aime pas user de grandes expressions, mais il ne faut pas que son sacrifice ait été inutile. Consciemment, comme moi, ou inconsciemment, comme beaucoup de collègues, la majorité continue de montrer des caricatures aux ado, voire à intensifier leur usage. Je dirais qu'il y a eu un déclic. Est-ce que c'est de la provocation après ce qu'il s'est passé ? Je ne crois pas, ce serait ridicule. Face à des collègues qui n'ont rien demandé. Simplement, c'est un outil efficace, permis par les programmes officiels, qui montre que l'on s'intéresse de moins en moins à l'utilisation de ce type de langage »

Toutefois, poursuit Bérangère, si quelque chose a changé dans son quotidien depuis octobre 2020, c'est plutôt la perception qu'en ont les élèves. « Le sujet des caricatures religieuses revient de plus en plus dans leurs bouches, et contrairement aux a priori, pas chez les élèves musulmans ou supposés tels, mais sous-

vent chez les autres. Ce que j'entends parfois en classe, c'est « Non, on ne doit pas tout représenter, ou à cela offense quelqu'un, on ne doit pas le représenter », développe la professeure.

Mais, après de longues minutes à détailler son usage des dessins satiriques, elle ne fait pas se focaliser dessus, prévient-elle. Il n'y a pas que cela dans nos besacques, loin de là !

D'ailleurs, alors que certains demandaient, dans la foulée de l'attentat, à ce que la caricature, notamment religieuse, devienne obligatoire dans le cursus de l'élève, Bérangère Delhomme tempère. « On doit garder une liberté pédagogique, je suis contre l'obligation de quoi que ce soit. Je trouverais même inutile qu'elle devienne un objet d'enseignement à part entière, elle doit rester un outil comme un autre », estime la documentaliste, assurant d'ailleurs « ne pas juger » les collègues qui n'en usent pas du tout dans leurs cours.

« Même si je trouve cela dommage, car c'est efficace, ajoute-t-elle. Par exemple, le dessin satirique est très utile pour aborder l'arrivée de Hitler au pouvoir avant la Seconde Guerre mondiale. » Mais à une seule condition : « Il faut l'expliquer. Dans le monde d'images dans lequel baignent nos élèves, une caricature n'est pas anodine. Il faut s'assurer que les ados ont compris qu'il ne faut pas la prendre au premier degré. »



# «Avez-vous déjà eu des problèmes de laïcité?»

«Libération» a suivi la chargée de mission de l'académie d'Aix-Marseille, qui tente de faire comprendre la loi aussi bien aux profs qu'aux élèves.

«**L**a laïcité, c'est contre les religions. Vous êtes d'accord ou pas d'accord avec ça?» demande l'énergique Marine Gueydan aux douze professeurs face à elle. Cette ex-enseignante et directrice d'école de 41 ans est chargée de mission laïcité au sein de l'académie d'Aix-Marseille. Ce vendredi-là, elle est venue former ces profs d'histoire-géo, d'anglais, de maths ou de sport, tous volontaires, du collège Jacques-Monod, aux Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône). Ils viennent de suivre deux heures de cours sur l'esprit critique à transmettre aux élèves et la fatigue se fait sentir. Pour remotiver les troupes, la formatrice leur propose un «*débat mouvant*» où chaque participant doit se positionner selon son avis : à gauche s'il pense que la laïcité est contre les religions, à droite s'il n'approuve pas cette affirmation. Tout le groupe se place d'abord à droite. Marine Gueydan joue alors le rôle d'une collègienne, qui se place à gauche : «*Moi, Farfalle, je suis une pastafarienne. Ça fait partie de ma religion de porter une passoire sur la tête, sans ça je me sens nue donc la laïcité à l'école, je trouve ça dur.*» Cet argumentaire fait souvent mouche auprès des jeunes, assure Marine Gueydan, qui sont plus nombreux que les profs à se positionner à gauche. «*Beaucoup d'élèves pensent comme Farfalle, mais n'osent pas au départ se positionner sur la gauche. Ensuite, en avançant d'autres arguments, vous allez pouvoir lancer le débat et leur permettre de construire leur propre réflexion.*»

Toutes les académies de France comptent, depuis 2017, des équipes «valeurs de la République» composées de référents égalité filles-garçons, éducation aux médias ou encore laïcité. A Aix-Marseille, Marine Gueydan est chapeautée par ce référent, mais c'est elle qui accompagne, à temps plein depuis bientôt

quatre ans, le personnel scolaire, les élèves et leurs parents lorsqu'ils sont témoins, victimes ou auteurs d'«atteintes à la laïcité». Que faire avec cet élève venu en cours avec l'Ancien Testament sous le bras? Comment gérer les interdits alimentaires religieux en sortie scolaire? La spécialiste laïcité du rectorat est là pour donner des conseils, répondre aux interrogations. En cas de doute, elle peut s'appuyer sur le vade-mecum ajusté à chaque rentrée par le conseil des sages de la laïcité, qui précise la position de l'institution sur le sujet.

«*Est-ce que vous avez déjà eu des problèmes de laïcité dans votre établissement?*» demande la formatrice. Silence dans la salle des profs du collège Jacques-Monod.

Un peu gêné, l'un d'eux avance l'exemple de collègues qui auraient «*eu des soucis*» lors de l'hommage rendu le 2 novembre 2020 à Samuel Paty, assassiné l'an dernier après avoir montré des caricatures de Mahomet. A ce moment-là,

400 incidents avaient été recensés dans les écoles, collèges et lycées de France. Marine Gueydan n'y voit rien d'alarmant : «*Il ne faut pas oublier que ce sont des ados qui l'ouvrent juste parce qu'on leur a dit de se taire. Il n'y a, le plus souvent, aucune revendication derrière.*»

## «LIBERTÉ DE CONSCIENCE»

Un regard sur l'horloge fixée au mur : elle a deux heures «*seulement*» ce jour-là, pour expliquer la laïcité. Pas simple quand on sait que les profs, comme tout le monde, ne sont souvent pas bien au clair avec ce principe : «*Beaucoup n'ont pas eu de cours sur le fait religieux puisque c'est peu abordé en formation initiale et continue. Ils ont souvent du mal à comprendre ce qui est de l'ordre du public et du privé quand il s'agit de liberté de conscience*», remarque-t-elle. Quand elle leur demande si on peut dire tout ce qu'on veut sur un groupe religieux, rares sont ceux qui parviennent à lui répondre. «*Ils savent qu'on a droit au blasphème, mais alors que la diffamation, l'insulte et l'appel à la haine sont interdits, c'est plus compliqué pour que ça sorte.*» Autre constat : «*Nos agents sont en général plein de bonnes valeurs, pour l'égalité homme-femme, et voient les femmes voilées comme*



Marine Gueydan, chargée de mission laïcité de l'académie Aix-Marseille, et Denis Caroti, chargé de mission

étant soumises à un patriarcat musulman alors que ça peut être leur choix.» Durant la formation, elle leur précise donc : «*En tant que fonctionnaire, on n'a pas à se positionner. On doit garder une posture neutre.*» Après un rapide cours d'histoire, elle doit rappeler ce qui est considéré par le ministère de l'Education nationale comme une «*atteinte à la laïcité*» : des contestations d'enseignement, le port de tenues et de signes religieux «ostentatoires», des revendications communautaires ou du prosélytisme. Dans l'académie d'Aix-Marseille, il y a «*peu de signalements pour ça*», observe la chargée de mission. Elle en compte entre dix et quinze par mois sur un territoire

qui comprend plus de 2400 établissements scolaires et 442000 élèves. Les faits remontés démarrent dès la maternelle, comme avec ce petit qui ne voulait pas «*visiter une ferme parce qu'il y a des cochons*».

## THÉORIE DE L'ÉVOLUTION

Dans le secondaire, il s'agit le plus souvent de contestations d'enseignement, comme des jeunes témoins de Jéhovah qui refusent de travailler sur *la Marseillaise* au nom de leur culte, ou des chrétiens intégristes qui réfutent la théorie de l'évolution en affirmant que «*c'est Dieu qui a créé l'homme*». La loi de 2004, qui interdit les tenues ou les signes religieux «ostentatoires»,

fait aussi débat. «*Les jeunes ont le sentiment que cette loi est contre le voile, mais il faut leur faire comprendre qu'elle est au contraire là pour les protéger, pour leur permettre de développer leur esprit critique en classe et que l'Etat assure ensuite leur liberté de conscience*», explique Marine Gueydan d'un ton enlevé. A partir de quand peut-on définir ce qui est «ostentatoire»? Où est la limite quand des jeunes filles portent de longues jupes noires ou de larges bandeaux couvrant leurs cheveux, se demandent les profs réunis lors de la formation. «*Des jurisprudences ont donné raison à des établissements qui ont expulsé des gamines à cause de ça*», indique Marine Guey-



«esprit critique» au collège Jacques-Monod.



Douze enseignants assistaient à la formation, le 8 octobre, au collège Jacques-Monod.

dan. Une prof l'interpelle pour parler de cette collégienne qui avait visité un lycée avec sa classe et avait été «incendiée devant tout le monde» par le proviseur parce qu'elle portait un tee-shirt à la mode avec une croix dessus. Que faire dans ce cas-là ? «Tout dépend de l'intention qu'il y a derrière», explique la prof du jour. Si l'élève affirme que c'est un signe religieux, c'est interdit. Cela reste tout de même parfois difficile à déterminer, donc «ces décisions doivent faire l'objet d'un consensus de l'équipe pédagogique pour avoir un traitement égalitaire de tous les élèves dans un même établissement». Un tiers, voire parfois la moitié des signalements pour «atteintes à la

laïcité» n'en sont pas, estime Marine Gueydan. Elle pense par exemple à un directeur qui avait tiqué sur la présence d'une accompagnante voilée qui en a tout à fait le droit ou lorsque des profs font remonter les cas de jeunes filles qui ne veulent pas aller à la piscine au nom de leur religion, alors qu'il s'agit parfois d'un prétexte avancé par des ados complexées. Toutes les «atteintes à la laïcité» ne remontent pas bien sûr. Dans une dizaine de territoires de l'académie, au cœur de certaines cités situées à Marseille et à Avignon, les profs ont d'abord «des problèmes de violence ou de drogue à régler», mais «ça reste très circonscrit», précise Marine Gueydan. Les profs ne

rapportent pas non plus tout ce qui se dit en classe, puisque l'école est par essence le lieu où les élèves doivent poser des questions, notamment sur les religions, pour comprendre les enjeux géopolitiques, le vivre-ensemble. «Parfois, ils ont des questions ahurissantes, choquantes autour de la laïcité mais où les posent-ils si ce n'est pas en classe?» souligne Marine Gueydan.

#### TOUT RENTRE DANS L'ORDRE

Lorsqu'ils ont quelque chose à faire remonter, les chefs d'établissement la contactent le plus souvent directement, sans passer par le formulaire en ligne anonyme «atteinte à la laïcité» ou l'application «faits éta-

blissement», interne à l'Education nationale, et dans laquelle toute «atteinte aux valeurs de la République» peut être remontée. En dehors des formations, Marine Gueydan se déplace dans les établissements seulement lorsque les équipes sont dépassées par un problème ou qu'elles ne se sentent pas à l'aise avec le sujet. Dans ce cas, elle rencontre le personnel, l'élève et sa famille. Dans neuf cas sur dix, tout rentre dans l'ordre, même si les parents le vivent souvent mal. «Je représente le rectorat donc c'est tout de suite assez impressionnant. Ils croient même parfois que je suis quelqu'un des renseignements territoriaux», sourit-elle.

Parents et élèves font aussi remonter des problèmes à Marine Gueydan lorsqu'ils estiment que les équipes ne respectent pas la laïcité. Deux exemples : les «atatas» [les agents] d'une cantine ont un jour séparé les enfants qui ne mangeaient pas de porc des autres «parce que c'était plus facile à gérer pour servir les repas». Dans un collège, une principale a imposé un plat unique pour tous avec systématiquement la viande (dont du porc). Marine Gueydan l'a rencontrée avant d'apprendre que rien n'avait changé : «J'ai donc refait un entretien avec elle et son adjoint pour la recadrer. C'est comme avec les élèves : on discute gentiment et après on est plus ferme.»

Fabrice, prof d'EPS de 43 ans, prend consciencieusement des notes durant la formation, comme ses collègues à côté de lui. Lorsqu'il était jeune enseignant dans les Quartiers-Nord de Marseille, «des élèves refusaient de se toucher entre filles et garçons à la gym au nom de leur religion, ce qui m'obligeait à faire des groupes séparés au détriment de la mixité», se souvient-il. Cela lui paraît aujourd'hui fondamental de savoir quoi répondre aux élèves dans ce genre de situation. Laëticia, prof d'anglais de 50 ans, se sent déjà «un peu plus armée» avec cette formation historique et juridique. Elle ne l'a pas signalé au début du cours, mais après l'assassinat de Samuel Paty, elle a dû intervenir dans l'urgence auprès de ses élèves. Elle s'est sentie «prise au dépourvu», lorsque certains ont refusé de lire la charte de la laïcité ou lui ont dit qu'il «l'avait quelque part bien cherché».

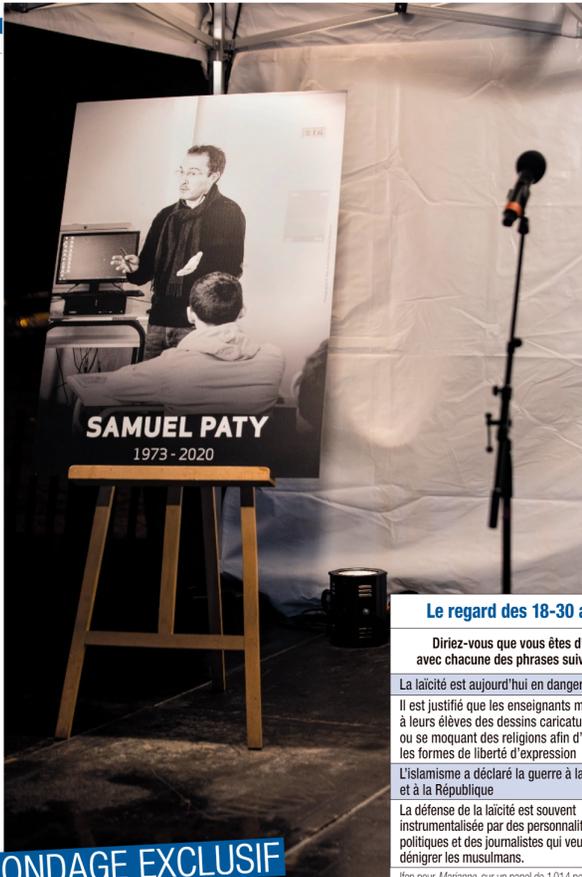
#### «SUR SES GRANDS CHEVAUX»

Après cet attentat, les signalements pour «atteintes à la laïcité» sont passés d'une dizaine à 50 par mois dans l'académie d'Aix-Marseille. «Ça a duré trois mois et c'est retombé. On a eu beaucoup de petites choses qui ne seraient pas remontées au quotidien, parce que c'était forcément impardonnable à ce moment-là.» Une élève avait par exemple oublié d'éteindre son portable qui s'est déclenché avec l'appel à la prière. Efficace dans ce contexte tendu, «la prof a cru qu'elle allait se faire découper, elle est montée sur ses grands chevaux et nous l'a signalé», rapporte Marine Gueydan. C'est automatique, les signalements augmentent dans les périodes tendues. «On sent une grosse perméabilité avec le discours politico-médiatique, qui tourne beaucoup autour de l'islam, avec des stéréotypes nombreux liés aux représentations de cette religion et de l'autre côté des musulmans qui se sentent montrés du doigt», analyse-t-elle. Elle repense à ces mères voilées rencontrées après l'assassinat de Samuel Paty et qui ont présenté leurs excuses, parce qu'elles se sentaient associées à des coupables. Marine Gueydan a tenu à les déculpabiliser, à sa façon : «Si vous aussi vous faites l'amalgame, on ne va vraiment pas s'en sortir!»

#### CÉCILE BOURGNEUF

Envoyée spéciale aux Pennes-Mirabeau

Photos **PATRICK GHERDOUSSI**



SONDAGE EXCLUSIF

Un an après la décapitation de Samuel Paty, notre enquête Ifop le montre, le regard des 18-30 ans sur cet attentat islamiste reste ambigu. Ils sont choqués mais un sur cinq refuse de valider la démarche pédagogique du professeur.

PAR SOAZIG QUÉMÉNER

Où en sommes-nous, un an après l'innommable ? Alors que la France s'apprête à honorer la mémoire du professeur Samuel Paty, décapité le 16 octobre 2020 dans une rue voisine de son collègue du Bois-d'Aulne, à Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines, pour avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves, nous avons cherché à mesurer la trace que cet attentat avait laissée dans l'esprit et les convictions des jeunes

#### Le regard des 18-30 ans sur la laïcité et la religion

Diriez-vous que vous êtes d'accord avec chacune des phrases suivantes... ?	Novembre 2020 (rappel)	Septembre 2021
La laïcité est aujourd'hui en danger en France	70 %	63 %
Il est justifié que les enseignants montrent à leurs élèves des dessins caricaturant ou se moquant des religions afin d'illustrer les formes de liberté d'expression	67 %	62 %
L'islamisme a déclaré la guerre à la France et à la République	61 %	58 %
La défense de la laïcité est souvent instrumentalisée par des personnalités politiques et des journalistes qui veulent en fait dénigrer les musulmans.	57 %	57 %

Ifop pour Marianne, sur un panel de 1 014 personnes interrogées en ligne du 24 au 30 septembre 2021.

Alexis Saïand / Ifop

# LES JEUNES TOUJOURS PAS TRÈS "CHARLIE"

28 / Marianne / 15 au 21 octobre 2021

Français qui ont aujourd'hui entre 18 et 30 ans.

Notre étude le montre, l'assassinat ignoble de Samuel Paty a profondément choqué les jeunes. Ils sont 85 % à faire état de ce sentiment, à l'unisson du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, selon qui « ce crime nous marque pour toujours ». Et 78 % d'entre eux confient même ressentir de la colère. Mais preuve que ce discours ne traverse pas toute la société, 1 sondé sur 5 explique aussi que ce meurtre a suscité... de l'indifférence en lui (lire, ci-contre, l'interview de Frédéric Dabi).

#### Liberté d'expression

« Le professeur a-t-il eu raison ou tort ? » Question presque déplacée tant le nom de Samuel Paty incarne la liberté d'expression face à l'obscurantisme. Mais les jeunes, dans leurs réponses, se montrent profondément divisés : 58 % des personnes interrogées valident la démarche pédagogique de l'enseignant et affirment qu'il a eu raison de montrer des caricatures à ses élèves. Mais en face, ils sont tout de même 22 % à considérer qu'il s'agissait d'une provocation inutile, quand 20 % des sondés ne souhaitent pas répondre. Et 14 % des membres de notre panel de 1 014 personnes considèrent que cette décision de montrer des caricatures en classe relève en réalité d'une « démarche islamophobe ». Plus largement, 4 jeunes sur 10 désapprouvent la loi sur la liberté de la presse de juillet 1881 qui autorise la critique, même outrageante, à l'encontre d'une croyance, d'un dogme ou d'un symbole religieux, dont la moitié des musulmans interrogés.

Nous avons également questionné les sondés sur l'auteur de l'attentat, le terroriste Abdoullakh Anzorov, citoyen russe d'origine tchétchène âgé de 18 ans. Conclusion : 77 % des jeunes le condamnent fermement et nettement. En revanche, 9 % des sondés le condamnent mais osent affirmer « partager certaines de ses >



FRÉDÉRIC DABI, directeur général opinion de l'Ifop, auteur de "La Fracture" (Les Arènes)

## "Cette tranche d'âge ne veut pas offenser les croyants"

**Marianne :** Notre enquête montre que l'assassinat de Samuel Paty est un événement qui suscite de l'indifférence chez 19 % des jeunes interrogés. Ce chiffre paraît effarant...

**Frédéric Dabi :** Cet attentat a remué de manière traumatique l'ensemble des Français. Il a ému la jeunesse : 85 % des jeunes se disent choqués, trois quarts d'entre eux expriment un sentiment de colère. Ce n'est pas un événement anodin. Mais oui, on a bien cette poche : un jeune sur cinq pour qui ce drame suscite de l'indifférence. Et cela ne frappe pas un public en particulier. Ce sentiment est celui d'un quart des personnes issues des catégories supérieures et de presque un quart de ceux qui n'ont pas de diplôme. Et 44 % des jeunes de confession musulmane. Ce qui me frappe également, c'est la difficulté, même si on condamne cet assassinat, à valider le travail pédagogique de Samuel Paty, à comprendre le cheminement qui a conduit à cet acte inimmuable. Et cela s'est aggravé par rapport à l'année dernière.

**Cela ramène à la Fracture, le titre de votre livre. Sur ce sujet, les jeunes font-ils sécession ?**

Entre les jeunes et les moins jeunes, on ne peut même pas parler d'un conflit, mais plutôt de deux blocs hermétiques l'un à l'autre, qui ne se parlent pas, ne se comprennent pas, ne mettent pas les mêmes défini-

tions derrière les mêmes mots : « blasphème », « laïcité ». Il y a eu une onde de choc dans la jeunesse, mais on sent que, au-delà du choc émotionnel légitime, les tréfonds qui expliquent pourquoi un jeune Tchéchène a décapité un enseignant ne sont pas complètement compris. Ce crime peut même apparaître à certains comme « justifié ». On a presque un quart des jeunes qui soit condamnent mais partagent certaines des motivations du tueur, soit ne condamnent pas son acte.

**Mais tous les jeunes pensent-ils de la même façon ?**

Non, mais on repère des représentations communes. À propos du Covid comme sur les sujets sociétaux. En particulier sur le rapport au fait religieux. On a une minorité du danger encouru sur les principes laïques, sur le fait que l'islamisme a déclaré la guerre à la France. Les jeunes sont en rupture avec la tradition d'irrévérence, de moquerie, d'irrespect à l'égard des principes religieux. On ne veut pas offenser les croyants. Et cela explique d'ailleurs la perméabilité des idées woke : il faut défendre les minorités, les identités, il faut faire face aux discriminations systémiques. On a toujours une difficulté à distinguer l'autorisation de critiquer un dogme de l'interdiction d'être raciste envers une communauté. Le traumatisme Samuel Paty n'a rien changé. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR S.O.

Jacques Witt / Sipa

15 au 21 octobre 2021 / Marianne / 29

